

Opinion



D.R.

**Marcos A.
Orellana**

Rapporteur spécial
des Nations unies
sur les produits
toxiques et les
droits de l'homme



J.C. GUILLAUME

**Olivier
De Schutter**

Rapporteur spécial
des Nations unies
sur l'extrême
pauvreté et les
droits de l'homme

■ L'impératif moral d'une interdiction des exportations de pesticides interdits est clair. Toute personne a le droit à la santé et le droit de vivre dans la dignité, indépendamment de son lieu de résidence ou de sa couleur de la peau.

coûts à court terme sont un pari sur le long terme: une interdiction des exportations de pesticides interdits stimulerait l'innovation pour des alternatives sûres, ce qui entraînerait les avantages économiques de nouveaux marchés pour les premiers arrivés.

Action déterminée

Une approche fondée sur les droits de l'homme soutient une action déterminée pour mettre fin à la politique de deux poids, deux mesures. Pourtant, alors que la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant reconnaît le droit de chaque enfant à vivre dans un environnement propre, sain et durable, les enfants souffrent énormément de l'exposition à des pesticides dangereux, compte tenu de leur stade de développement neurologique. Il s'agit notamment de la pulvérisation aérienne et autre de pesticides très dangereux au-dessus ou autour des écoles, ce qui compromet encore davantage les possibilités d'éducation.

L'Organisation internationale du travail a également reconnu qu'un environnement sain était un droit

et un principe fondamental au travail. Cependant, l'Atlas des pesticides de la Fondation Heinrich Böll a estimé que, chaque année, des dizaines de milliers de travailleurs meurent et que 350 millions d'entre eux tombent malades. Les dommages sont donc généralisés, systématiques et graves, et ils affectent même les générations futures.

Tous les pays devraient coopérer pour interdire l'exportation de pesticides interdits et défendre le droit à un environnement sans produits toxiques. Mais le changement exige une vision et une conviction morale.

Certains pays européens, comme la Belgique et la France, prennent l'initiative d'interdire cette pratique odieuse. Les institutions européennes devraient également faire preuve de leadership au niveau régional et prendre des mesures pour interdire l'exportation de pesticides interdits.

→ Titre original: "L'Europe doit mettre fin à la politique de deux poids deux mesures en matière d'exportation de pesticides toxiques".

OPINION

L'Arizona abandonne la justice fiscale

■ En décidant de plafonner les cotisations patronales sur les très hauts salaires, le ministre de l'Emploi devient le ministre des 1% de Belges les plus riches.



D.R.

Julien Desiderio

Secrétaire du Réseau pour la justice fiscale et chargé de plaidoyer chez Oxfam Belgique

Selon l'enquête sur l'opinion des Belges, 58% estiment que le gouvernement travaille dans l'intérêt des plus riches. Et 55% estiment que, par ses réformes, le gouvernement lèse les citoyens les plus pauvres.

Le ministre de l'Emploi devient le ministre des 1% les plus riches.

En décidant de plafonner les cotisations patronales sur les très hauts salaires, le ministre de l'Emploi valide ce constat et affiche sa loyauté envers les plus nantis. Au-delà de 340 000 € par an, ceux-ci ne contribueraient plus au financement de la Sécurité sociale. Ce cadeau fiscal concernera 1500 personnes (0,01% des Belges), pour un coût estimé entre 65 et 150 millions d'euros par an à charge de la collectivité. Autant d'argent en moins pour les pensions, les familles ou les soins de santé, alors que la Belgique prévoit un déficit de 25 milliards d'euros.

Accidents de la vie

Un déficit que l'Arizona entend combler à coups de sanctions sur des gens qui se battent pour joindre les deux bouts et faire tourner le pays. Par exemple, les travailleuses licenciées de Cora. Ces travailleuses ayant enchaîné les temps partiels, au parcours peu reconnu par les employeurs, et âgées de plus de 50 ans, seront directement pénalisées par les mesures d'exclusion. Elles n'atteindront pas les conditions nécessaires pour ne pas être exclues du droit au chômage et devront se tourner vers le CPAS. Ne méritent-elles pas plus de considération alors que, durant la pandémie, on les qualifiait de "travailleuses essentielles"?

Ces réformes viseraient à "attirer les talents". Mais c'est oublier l'essentiel: les "talents" veulent aussi, comme tous les Belges, bénéficier de soins de santé parmi les meilleurs au monde, d'écoles de qualité, de transports publics efficaces. Or, tout cela dépend des impôts et cotisations.

Sanctionner les accidents de la vie n'est pas soutenir le travail. Les acci-

dents du travail, les maladies professionnelles et classiques ne seront plus pris en compte dans le calcul des droits au chômage en cas de licenciement. Si vous perdez un doigt sur une chaîne de production, si vous réduisez votre temps de travail pour élever seul(e) vos enfants, ou si vous suivez une chimiothérapie, vous devrez en assumer la responsabilité en cas de perte d'emploi. Ce sera votre faute.

Une politique qui accroît les inégalités

D'un côté, les épreuves de la vie deviennent une faute pour laquelle il faut rendre des comptes. De l'autre côté, le succès et la chance exonèrent de contribuer équitablement à la solidarité. Une société ne peut se tenir debout longtemps sur un tel déséquilibre moral.

Alléger les contributions des plus riches ne bénéficie qu'aux plus riches. Ce sont les contributions qu'ils payent qui profitent à la société, pas celles qu'ils ne payent pas. Moins ils contribuent, plus le modèle social faiblit et plus son financement est porté par les gens ordinaires.

Les 1% les plus riches payent déjà deux fois moins d'impôts que la moyenne des Belges. Ils possèdent autant de richesses que les 75% les moins riches réunis. Or, ces 1% bénéficient de façon disproportionnée des cadeaux fiscaux du gouvernement. La Belgique dispose pourtant d'une marge fiscale sur le capital. Une taxation juste des plus-values renforcerait la légitimité du système fiscal. Mais bien que l'Arizona se soit engagé à introduire une telle contribution, celle-ci deviendrait une passoire vu les nombreuses exemptions qui y sont ajoutées chaque jour.

Ainsi, le gouvernement montre à quel point il est faible avec les forts et fort avec les faibles. Au mépris de l'équité et de la confiance collective en un projet de société qui rassemble. Il nous faut un impôt juste, une sécurité sociale robuste, et une économie où le mérite ne se mesure pas uniquement à la taille du portefeuille.